

Madame Le Maire,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les représentants des associations patriotiques,
Mesdames et Messieurs, Chers Amis

Au nom du Comité départemental du souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la Résistance en Loire inférieure, je vous remercie pour votre présence à cette Cérémonie.

Elle clôturera la série de manifestations qui depuis jeudi marquent le 72^e anniversaire du sacrifice des résistants FTP, tombés sous les balles nazies en 1943 ou déportés dans les camps et prisons de troisième Reich.

Ce matin nous rendons hommage aux Républicains Espagnols qui s'engagèrent dans la Résistance à l'occupation allemande sur le sol de France. Ils avaient dû fuir leur pays après l'écrasement de la République espagnole ou les fascistes ne furent victorieux que grâce à l'intervention de Mussolini et d'Hitler, alors que la France et la Grande-Bretagne refusèrent de venir en aide au gouvernement républicain, élu démocratiquement.

Benedicto BLANCO DOBARRO, 25 ANS
Basilio BLASCO MARTIN, 22 ans
Alfredo GOMEZ OLLERO, 37 ans
Ernesto PRIETO HIDALGO, 24 ans
Miguel SANCHEZ TOLOSA, 22 ans

qui reposent ici depuis 1943, avait combattu pour sauver la République. Arrivés en France dans des conditions difficiles, après l'internement, ils n'hésitèrent pas à reprendre clandestinement leur combat antifasciste en organisant la solidarité anti-franquiste, en créant des cellules du Parti Communiste d'Espagne et en s'engageant dans les rangs de la Résistance où ils apportèrent leurs compétences militaires. C'est ainsi qu'ils partagèrent le sort de leurs camarades des francs-tireurs et partisans et furent condamnés à mort et exécutés à l'issue de cette parodie de procès dit des 42.

Une exposition qui se tient actuellement aux archives nationales montre des documents à l'appui qu'ils furent avant tout comme leurs camarades, victimes de la collaboration policière du régime de Vichy avec les nazis.

Des pages et des pages de rapports de police français traduits en allemand par les services de la préfecture de Nantes sont remises à l'occupant ! Et comme le soulignent les chercheurs et historiens Denis Peschanski et Thomas Fontaine, « les nazis n'ont plus qu'à se faire livrer les accusés, les condamner à mort et les exécuter. »

À l'occasion des cérémonies de l'année prochaine, nous espérons accueillir ces chercheurs et apporter de nouveaux éléments au travail de mémoire que notre comité a engagé depuis des années. Je ne vais pas ici rappeler l'itinéraire de chacun de ces hommes qui font honneur à l'Espagne et à la France, au cours des années passées nous l'avons souvent fait et je vous invite à relire les écrits de nos amis Carlos Fernandez et Guy Haudebourg à ce sujet.

Permettez-moi aussi de renouveler notre gratitude à Annie Bureau et Gérard Roulic qui nous ont grandement aidés à retrouver l'ensemble des familles qui pour la plupart ignoraient le destin et donc le lieu de sépulture des leurs, du fait notamment de la dictature franquiste.

Je veux aussi remercier Madame Giraudet, Monsieur Roger Jamin, Maire de la commune et son adjoint Monsieur Leroux qui dès nos premières rencontres et pendant de longues années, nous ont ouvert leurs portes, ont accueilli chaleureusement les familles et je n'oublie pas les membres des associations d'anciens combattants et leurs porte-drapeaux.

Maintenir des cérémonies comme celle de ce matin c'est agir contre l'oubli et transmettre une mémoire particulière, l'histoire de ces hommes qui ont fait le sacrifice de leur vie pour que nous puissions vivre libres et en démocratie.

La période troublée que nous traversons est potentiellement pleine de dangers. Alors que les rescapés des camps proclamaient « plus jamais ça » nous constatons hélas que la bête immonde, cette peste brune est bien là, tapie dans les esprits les plus fragiles, les plus rétrogrades.

Le fascisme est toujours à l'affût, mettant à profit la crise pour exploiter les frustrations, les désarrois, la misère... avec mépris à l'égard des plus faibles, des plus pauvres et des étrangers.

Les reniements, les promesses non tenues, l'accumulation de richesses incommensurables au profit d'une infime minorité engendrent et aggravent la crise et créent une situation où toutes les catastrophes sont possibles.

Le drame qui a endeuillé notre pays en ce début d'année avec l'assassinat de journalistes de Charlie hebdo, de fonctionnaires de police, de civils pour leur origine, ou encore les résultats obtenus par l'extrême droite dans les dernières élections, constituent autant d'alertes. L'immense mobilisation due à l'émotion suscitée ne doit pas être sans lendemain pour défendre les valeurs républicaines, la liberté de la presse, la liberté de conscience que le programme du Conseil National de la Résistance promulguait afin de sortir des affres et des désastres des heures les plus sombres de l'occupation nazie et du régime de Vichy.

Notre travail de transmission de la mémoire, celle des Résistants, ces valeurs d'émancipation humaine qu'ils portaient, se révèle plus indispensable que jamais. On dit souvent qu'un peuple sans mémoire est condamné à revivre les souffrances de ses aînés. Nous savons qu'il n'existe aucune fatalité, à la condition de consacrer les moyens nécessaires à l'éducation, à la culture, à une véritable justice sociale comme le préconisaient et l'organisaient les mesures mises en place dès la libération par les forces qui libérèrent le pays.

Mais où sont aujourd'hui enseignées les valeurs du Conseil National de la Résistance ? Son programme et son contenu de réformes novatrices et démocratiques ?

Il ne suffit pas d'y faire référence de manière abstraite et ne pas s'en inspirer afin de construire une véritable émancipation démocratique vis-à-vis des forces de l'argent et ces fameux marchés financiers toujours présentés de manière anonyme.

L'actualité révèle pourtant une nouvelle fois l'existence de capitaux, de richesses qui pourraient être mobilisées pour répondre aux besoins collectifs, mais détournées par les pratiques d'un système bancaire opaque et confisquées par une infime minorité.

Ce sont, ceux-là mêmes qui préconisent d'en finir avec l'héritage du CNR et des réformes de la Libération, que sont la Sécurité sociale, le statut du

fonctionnaire, les ordonnances de 1945 sur la protection de la jeunesse, les comités d'entreprises, la maîtrise par la nation des moyens de production stratégiques, et la liste ne s'arrête pas là... reliser les jours heureux

Ce sont les abandons de ces principes, des services publics, de ces acquis et de leur gestion démocratique qui entraînent aujourd'hui les difficultés, la crise dans bien des domaines.

Nous pensons que cette année anniversaire de la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie et de la révélation de l'existence des camps de concentration, le devoir de mémoire souvent évoqué devrait prendre une place effective et permanente dans notre système d'éducation.

Or, nous constatons malheureusement depuis des années que l'enseignement de l'Histoire, la transmission de la mémoire de la résistance et de la déportation sont sacrifiés au prétexte de la construction européenne. Comme si celle-ci pouvait s'émanciper des réalités et responsabilités de chaque peuple devant l'histoire et de la nécessité de regarder celle-ci avec lucidité.

Nous avons dénoncé les contenus du manuel d'Histoire franco-allemand qui effaçait tout simplement les Résistances dans les pays occupés et restait muet sur les causes et responsabilités de la montée des fascismes en Europe.

La commission européenne amalgamant tous les régimes autoritaires et dictatures sous le vocable de totalitarisme choisissait la date de la signature du pacte germano-soviétique pour célébrer les victimes de tous les totalitarismes. N'hésitant pas même à tirer un signe d'égalité entre nazisme et communisme adoptant ainsi une posture politicienne et idéologique bafouant la réalité historique sur les causes du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, en confondant bien dangereusement causes et conséquences et plus scandaleusement encore, bourreaux et victimes ; les résistants qui reposent ici et ceux qui les ont fusillés. Nous considérons que la barbarie nazie ne peut être comparée à aucun crime d'une autre dictature sinon pour la banaliser, en effaçant son effroyable spécificité.

Nous pourrions multiplier les exemples ayant pour objectif de brouiller les repères au bénéfice d'une pensée unique bafouant la réalité historique et amalgamant les mémoires, privant ainsi les jeunes générations des moyens de s'approprier les enseignements de l'Histoire et des moyens de construire leur propre système de références et libre arbitre.

Notre comité entend avec ses faibles moyens transmettre les idéaux de la Résistance défendre les valeurs républicaines et la philosophie du Programme du CNR surtout dans cette période. Nous appelons tous les républicains à faire vivre les potentialités de l'extraordinaire mobilisation populaire des 10 et 11 janvier dernier en luttant contre la banalisation des déclarations racistes en œuvrant pour l'union contre les amalgames, les discriminations, contre la haine, les violences, pour éviter les tensions, les guerres. C'est pourquoi nous sommes déterminés à combattre les négationnismes, l'intolérance, les fanatismes religieux et nationalistes, tous les racismes, les extrémistes les plus rétrogrades ces éléments qui menacent le droit à l'altérité et conduisent inéluctablement au drame.

Nous poursuivrons nos efforts contre l'oubli. Voilà pourquoi nous refusons totalement la confusion des mémoires leur instrumentalisation qui favorisent les résurgences du fascisme et du nazisme.

Le danger de cette banalisation, de ses conséquences possibles, dont l'effacement dans la mémoire collective des crimes nazis trop lointains notamment pour les jeunes, reste malheureusement d'actualité.

Ainsi, nous regrettons que le Président de la République ait choisi cette année de remettre le prix du concours national de la déportation et de la Résistance le jour anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. Seuls les événements de début janvier n'ont pas permis que ce choix se réalise.

La déportation ne se résume pas à la Shoah, une nouvelle fois nous tenons à ce que chaque mémoire ne soit pas effacée par l'une ou l'autre. Le dernier dimanche d'avril doit rester journée nationale de la déportation puisque c'est la période où l'ensemble des camps de concentration furent libérés. Certes, il ne s'agit pas de minimiser le génocide, l'extermination des juifs. Auschwitz en est le lieu le plus connu, mais c'est hélas pas le seul éoquons Treblinka, Sodibor..., n'oublions pas non plus les génocides des

Tziganes, des gens du voyage (Sinti et Roms) des malades mentaux et handicapés...

La déportation de répression et de persécutions des opposants politiques, des Résistants, des asociaux, des homosexuels, des ethnies considérées par les nazis comme des sous-hommes... voués à la mort par l'épuisement et le travail forcé.

De même nous regrettons, et nous nous élevons contre l'effacement du 8 mai et le détournement de sa signification. Il représente la victoire des peuples unis sur l'Allemagne nazie et les forces de l'axe, il ne s'agit nullement de l'armistice évoqué par certains, mais de la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie. Regardons, comment cette journée symbolique est représentée dans nos écoles et au-delà dans les médias.

Ainsi, la volonté de faire du 11 novembre un mémorial Day à la française représente un véritable déni de mémoire transformant cette fois l'armistice de 1918 en une journée fourre tout, de tous les conflits aux causes et natures différentes, en banalisant toutes les mémoires.

Si nous n'élevons pas cette voix dissonante afin d'alerter les consciences que serait notre devoir de mémoire devenu et comment pourrions-nous encore rendre hommage à nos aînés qui en 1941 en 1942 bien que souvent isolés, minoritaires, créèrent par leur combat les conditions de l'élargissement de la Résistance et de la victoire, qu'ils percevaient, qu'ils construisaient, mais qu'ils ne vécurent pas, hélas.

Devant ce carré des Républicains espagnols et toujours à propos de la mémoire, ayons une pensée émue pour nos Amis de la République en Espagne qui travaillent au retour de La République. Ils doivent affronter une entreprise d'effacement de la mémoire des Résistants disparus, les familles ne pouvant bien souvent pas faire le deuil de leurs disparus sous le franquisme puisqu'elles doivent surmonter encore bien des entraves à la manifestation de la vérité et dans leur quête pour retrouver les corps inhumés anonymement et clandestinement sous la dictature.

Je vous remercie pour votre attention